

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	56	19

N° de la séance : 04

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Service Parenthèse - Protocole d'accord visant à lutter contre les violences conjugales - Convention de partenariat portant sur la prise en charge des auteurs - Renouvellement

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2019.170

Date de la convocation :

Le 12/11/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **28 NOV. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **-2 DEC. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 18 novembre 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 18 novembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de novembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAoui

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Marie BENASSAYAG, Christophe ETORE à Martine BONNEAU, Joseph VALETTE à René TRASTOUR, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Patrick CHAGNEAU à Guilaine DEBRAS, Anne-Marie DUMONT à Nathalie DEPETRIS

ABSENTS :

Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Claude BERENGER, Claudine MAURY, Yves DAHAN, Béatrice VIGNOLO, Barbara LANCE, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Patrice COLOMB-PONTOIRE, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions de prévention de la délinquance.

Dans le cadre de ses missions, le service Parenthèse de la Direction de la Cohésion Sociale, situé sur la commune d'Antibes Juan les Pins, exerce et développe une mission d'écoute, d'information et d'accompagnement des personnes victimes de violences conjugales.

Dans ce cadre, il est mis en œuvre un protocole d'accord visant à lutter contre les violences conjugales par une convention de partenariat avec le Tribunal de Grande Instance de Grasse, la délégation départementale aux droits des femmes de la Préfecture des Alpes-Maritimes, la Sous-Préfecture de Grasse, le Centre Hospitalier d'Antibes- Juan les Pins et la C.A.S.A.

Ce dispositif, lancé en 2008, a été renouvelé en 2010, 2013 et par délibération du Conseil Communautaire en date du 27 juin 2016.

A ce jour, en application de la convention adoptée en 2016, 172 auteurs ont signé le protocole d'accord. Le Parquet du Tribunal de Grande Instance de Grasse dénombre seulement 3 % de récidivistes.

Fort de ce bilan très positif et à la demande de Madame la Procureure de la République près le T.G.I. de Grasse, il est proposé de procéder au renouvellement de ladite convention qui arrive à échéance en novembre 2019.

Pour rappel, ce dispositif s'inscrit dans le cadre de mesures alternatives aux poursuites au titre du classement sous condition. Le service Parenthèse de la C.A.S.A. coordonne une procédure de prise en charge psychologique destinée aux auteurs de violences conjugales primo-délinquants, sur décision et orientation du Parquet du Tribunal de Grande Instance de Grasse.

L'objectif est, en premier lieu, de faire comprendre au partenaire violent qu'il est un agresseur, à travers sa confrontation avec la Police ou la Gendarmerie, la Justice et de la nécessité d'une prise en charge psychologique. La personne mise en cause est alors informée immédiatement d'une date de rendez-vous avec les intervenants du service Parenthèse qui effectuent un entretien préalable afin d'évaluer l'adaptabilité de l'auteur au groupe de responsabilisation. Ce dernier signe alors un protocole de prise en charge confirmant et finalisant son engagement.

Le Centre Hospitalier d'Antibes - Juan-les-Pins est partenaire en mettant à disposition des psychologues qui animent les groupes de parole, constitués chacun d'une douzaine d'auteurs et d'un médecin psychiatre ayant une mission de supervision et de coordination.

A l'issue de la prise en charge, un rapport est adressé à la Procureure de la République faisant mention de la présence ou non des auteurs afin de permettre au Parquet de valider ou d'invalidier la mesure.

Ce traitement alternatif peut aboutir au classement sans suite de la plainte. Inversement, en cas de non-exécution de la mesure ou de récidive, la Procureure de la République pourra diligenter des poursuites pénales.

Une session correspond à 8 séances réunissant un même groupe d'auteurs. Quatre sessions annuelles sont envisagées représentant au maximum 13 314 euros TTC cofinancés par l'Etat au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) et la C.A.S.A.

Considérant l'intérêt que représente cette action pour la communauté,

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 septembre 2019,

Vu les crédits qui figurent au budget primitif 2019,

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les principes de mise en œuvre du protocole d'accord visant à lutter contre les violences conjugales ;
- d'approuver les termes de la convention sur la prise en charge psychologique des auteurs de violences conjugales, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président à solliciter les subventions auprès des institutions, notamment l'Etat au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance ;
- d'imputer la dépense sur le compte 611, fonction 60 de la Direction de la Cohésion Sociale ;
- d'imputer les recettes issues des subventions obtenues sur le chapitre 74, notamment sur le compte 7478.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les principes de mise en œuvre du protocole d'accord visant à lutter contre les violences conjugales ;
- d'approuver les termes de la convention sur la prise en charge psychologique des auteurs de violences conjugales, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président à solliciter les subventions auprès des institutions, notamment l'Etat au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance ;
- d'imputer la dépense sur le compte 611, fonction 60 de la Direction de la Cohésion Sociale ;
- d'imputer les recettes issues des subventions obtenues sur le chapitre 74, notamment sur le compte 7478.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 18 novembre 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



CONVENTION SUR

LA PRISE EN CHARGE PSYCHOLOGIQUE DES AUTEURS DE VIOLENCES CONJUGALES

ENTRE

LE PREFET DES ALPES-MARITIMES

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE GRASSE

LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE PRES LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE GRASSE

LA DIRECTRICE PAR INTERIM DU CENTRE HOSPITALIER D'ANTIBES JUAN-LES-PINS

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

dont le siège se situe Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES, représentée par son Président, Jean LEONETTI, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil communautaire en date du 18 novembre 2019

Vu la loi n° 92-684 du 22 juillet 1992, portant réforme des dispositions du code pénal relative à la répression des crimes et délits contre les personnes,

Vu la loi n° 98-468 du 17 juin 1998, relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs, notamment son article 28,

Vu la loi n° 2006-399 du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs, notamment en son article 41-1 alinéa 6,

Vu la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants,

Vu la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,

Vu la circulaire du Ministre de la Justice en date du 13 juillet 1998, relative à la politique d'aide aux victimes,

Vu la circulaire des Ministres de la Justice, de l'Emploi et de la Solidarité du 27 décembre 1998, relative à la création de consultations médico-judiciaires d'urgence,

Vu la circulaire n°2014/0130/C16 relative à la lutte contre les violences au sein du couple,

Il est convenu et décidé ce qui suit :

Article 1^{er} : OBJET

La présente convention a pour objet de définir une politique partenariale sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.) entre le Préfet des Alpes-Maritimes, le Président du Tribunal de Grande Instance de Grasse, le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Grasse, le Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, favorisant la mise en œuvre d'une mission de prise en charge psychologique des auteurs de violences conjugales, dans le cadre d'un classement sous condition.

Ainsi, ladite convention fixe le cadre général de ce partenariat, son champ d'application, sa nature et son étendu entre les signataires, le public concerné, les modes d'intervention, les obligations réciproques et les responsabilités de chacun.

Article 2 : PUBLIC CONCERNE

Les auteurs de violences conjugales, primo délinquants issus de la juridiction du Parquet du TGI de Grasse, pourront être adressés à la C.A.S.A., service PARENTHÈSE, (service qui met en œuvre une politique de prévention et de traitement des violences conjugales) par le Procureur du Tribunal de Grande Instance de Grasse, dans le cadre d'un classement sous condition.

Il s'agit d'auteurs faisant l'objet d'un premier dépôt de plainte et ayant commis des violences dites « légères ».

Article 3 : PROTOCOLE D'ORIENTATION ET DIAGNOSTIC

Les auteurs de violences conjugales se voient notifier par l'Autorité Judiciaire une convocation auprès des professionnels de la C.A.S.A. (service PARENTHÈSE), au cours duquel seront abordées les règles et modalités d'accompagnement.

Cette convocation fait mention du nom de la mesure et des coordonnées de l'antenne de justice d'Antibes (cf. trame en annexe 1), puisque cet entretien préliminaire des auteurs de violences conjugales s'effectue dans les locaux de l'antenne de justice, au 80 2^{ème} avenue, quartier Nova Antipolis – 06600 ANTIBES.

Lors de cet entretien, est évaluée l'adaptabilité de l'auteur de violences au groupe de responsabilisation. Si une incompatibilité est décelée ou si l'auteur refuse la mesure judiciaire, une note est adressée au Procureur en vue d'une nouvelle décision.

Le Parquet adressera le dossier de l'auteur au plus tard 3 jours avant la convocation au service Parenthèse.

Article 4 : NATURE ET MODALITES D'ORGANISATION

Durant quatre mois et à raison de deux heures tous les quinze jours, l'auteur de violences conjugales participera à un groupe de paroles, animé par deux psychologues rattachés au Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins dont l'objectif sera d'amener le mis en cause à une réflexion sur ses relations à la violence, à autrui et à une véritable remise en question de soi.

Si un psychologue exerce à titre libéral, une convention sera signée entre ce dernier et le Centre Hospitalier d'Antibes précisant les modalités de son intervention ; s'il exerce au titre de sa mission hospitalière, une charte précisant les modalités organisationnelles sera effective entre ces mêmes parties.

Cette prise en charge collective permettra de contrer le déni de l'auteur de violences en le confrontant à d'autres auteurs, plus avancés dans leur prise de conscience des violences infligées à leur partenaire.

Le groupe sera constitué d'une douzaine d'auteurs de violences conjugales. Toute mise en péril du groupe ou tout manquement de respect fera l'objet d'une note d'information au Parquet.

Afin de garantir les modalités organisationnelles contractualisées, le service parenthèse de la C.A.S.A. s'engage à alerter le Parquet dès lors que la capacité d'accueil a atteint son niveau maximal. Dans cette hypothèse, il pourra être convenu la suspension des orientations des auteurs de violences conjugales, le temps nécessaire à un rétablissement des conditions d'accueil satisfaisantes et la priorisation de ceux résidants sur le territoire de la C.A.S.A.

Dans le cadre d'un classement sous condition, le délégué du Procureur oriente déjà le mis en cause vers la consultation du Service de Psychiatrie du Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins. Le présent partenariat s'inscrit dans une logique de prévention et répression de la violence au sein du couple. Le groupe de parole sera animé par un binôme de psychologues ou de psychiatres.

Le binôme de psychologues ou de psychiatres sera rémunéré par le Centre Hospitalier.

Une session correspond à 8 séances réunissant un même groupe d'auteurs. Quatre sessions par an seront réalisées. Pour l'effectivité de la mise en œuvre de ces 4 sessions, un binôme de psychologues est indispensable pour chaque session. Si ce sont les 2 mêmes psychologues qui assurent l'animation de la totalité des 8 séances, ils peuvent être plusieurs à intervenir sur l'ensemble du dispositif dans l'animation de l'ensemble des sessions annuelles.

Une session de prise en charge se décompose de la façon suivante :

♦ Concernant l'opérationnalité du groupe :

- 8 séances de groupe de parole de 2h00, animées par deux psychologues
- 8 séances de 30 minutes de discussion clinique, pour ces deux psychologues

♦ Concernant l'opérationnalité du dispositif et sa coordination :

En fonction des besoins évalués par les responsables fonctionnels, référents du dispositif (de l'hôpital et de la C.A.S.A.), seront programmées :

- 2 heures de supervision réalisées par un médecin psychiatre pour les deux psychologues, dans le cadre de l'analyse de la pratique clinique ;
- Soit, 2 heures de réunion d'équipe et de coordination, réunissant les professionnels de soin (psychologues et psychiatres) et les intervenants de la C.A.S.A. (service Parenthèse) ;
- Soit, 2 heures de réunion dite « exceptionnelle », si une difficulté majeure nécessite une rencontre en urgence permettant d'évaluer la transmission d'une information d'alerte au Parquet du TGI de Grasse, en présence des intervenants opérationnels concernés.

Article 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La prise en charge sera gratuite pour les auteurs de violences.

La prestation de mise à disposition d'un médecin psychiatre et des psychologues donnera lieu à une rémunération du Centre Hospitalier d'Antibes selon des modalités suivantes :

Les tarifs de prestations sont :

- pour le médecin : 75 € de l'heure.
- pour chacun des psychologues : 60 € de l'heure.
- pour les frais de gestion : 15% du total facturé pour une session.

Une session représente :

- ♦ Intervention du médecin : 150 € TTC (2h de supervision ou de réunion d'équipe)
- ♦ Intervention de deux psychologues :
 - Intervention auprès des auteurs : 1 920 €
 - Discussion clinique : 480 €
 - Supervision ou réunion : 240 €

Soit 150 € + 1 920 € + 480 € + 240 € + 418.50 € (15% frais de gestion) = 3 208,50 € TTC

Quatre sessions annuelles sont envisagées représentant 12 834 € cofinancés par l'Etat au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et la C.A.S.A.

Il est à noter que si des réunions d'équipe sont décidées, avec la présence souhaitée de l'ensemble des psychologues qui interviennent sur le dispositif, le montant de la facturation s'ajoutera à la somme de 12 834 €, correspondant à la configuration de base pour un montant maximum de 13 314 € TTC.

A la fin de chaque session, un titre de recettes sera émis par le Centre Hospitalier d'Antibes Juan-Les-Pins auprès de la C.A.S.A.

Le Centre Hospitalier d'Antibes Juan-Les-Pins se chargera de régler directement les honoraires des psychologues et du médecin psychiatre.

La C.A.S.A. se réserve la possibilité de solliciter le Ministère de la Justice pour le financement de ce dispositif par le biais d'une demande de subvention.

Article 6: COMPTE RENDU ET BILAN DE LA PRISE EN CHARGE

Au terme des quatre mois de la prise en charge, un rapport sera adressé au Procureur du Tribunal de Grande Instance de Grasse, faisant mention de la présence et/ou de l'absence des auteurs participant aux groupes de parole, afin de permettre au Substitut du Procureur de la République de valider ou invalider la mesure.

Parallèlement, il est demandé au binôme de psychologues d'établir un bilan non nominatif, destiné seulement aux signataires de la convention afin de mesurer la qualité et l'efficacité de cette prise en charge. Un comité de pilotage peut être organisé à cet effet.

Des actions de sensibilisation à la thématique, de présentation du dispositif avec la spécificité de la prise en charge peuvent également être organisées par l'ensemble des intervenants au cours de l'année, lors d'événements particuliers.

Article 7: PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet dès sa date d'exécution. La présente convention est conclue pour une durée d'un an reconductible tacitement chaque année, sans que sa durée totale ne puisse excéder 3 ans.

Article 8: RESILIATION

La présente convention peut être dénoncée par chacune des parties contractantes en respectant un préavis de 6 mois, au terme d'une année civile, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à tous les autres signataires.

Fait à Antibes, le

En cinq exemplaires

Le Préfet des Alpes-Maritimes

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis

Bernard GONZALEZ

Jean LEONETTI

Le Président du Tribunal de
Grande Instance de Grasse

Le Procureur de la République
Près le Tribunal de Grande Instance
de Grasse

Michaël JANAS

Fabienne ATZORI

La Directrice par Intérim du Centre Hospitalier
D'Antibes Juan-les-Pins

Nathalie JAFFRES

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 18/11/2019
Numéro : CC_2019_170
Nature : DE - Deliberations
Objet : Service Parenthèse - Protocole d'accord visant à lutter contre les violences conjugales - Convention de partenariat portant sur la prise en charge des auteurs - Renouvellement
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : z3AzkKF

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 02/12/2019
Identifiant : 006-240600585-20191118-CC_2019_170-DE

Acte reçu

Date : 18/11/2019
Numéro interne : CC_2019_170
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Service Parenthèse - Protocole d'accord visant à lutter contre les violences conjugales - Convention de partenariat portant sur la prise en charge des auteurs - Renouvellement
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20191118-CC_2019_170-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20191118-CC_2019_170-DE-1-1_2.PDF

N